

Discours

Rassembler tous les Français

Nicolas SARKOZY
Président de l'Union pour un Mouvement
Populaire
Maison de la Mutualité
Dimanche 11 février 2007



Mes chers amis,

Le 14 janvier à la Porte de Versailles, je me suis adressé à tous mes amis qui m'avaient accompagné jusque-là, à tous les militants dévoués et fidèles avec lesquels j'avais partagé tant de combats et je leur ai demandé, comme une nouvelle preuve de leur amitié, de me laisser libre, de me laisser libre d'aller vers les autres, vers celui qui n'avait jamais été mon ami, qui n'avait jamais appartenu à notre camp, à notre famille politique, qui parfois même nous avait combattu.

Je leur ai demandé à tous de faire cet effort de comprendre que je ne devais pas être le candidat de la seule UMP, qu'à partir du moment même où ils m'avaient choisi je devais me tourner vers tous les Français, quels que soient leurs parcours, quelles que soient leurs origines, quelles que soient leurs sensibilités politiques, parce que je dois parler à tous les Français, parce que je dois les rassembler tous. Parce que nul ne doit se sentir exclu de la politique de renouveau que je veux impulser.

Mes valeurs sont celles de la droite républicaine. Ce sont des valeurs d'équité, d'ordre, de mérite, de travail, de liberté, de responsabilité. Je les assume. Mais dans les valeurs auxquelles je crois, il y a aussi le mouvement. Je ne suis pas un conservateur. Je ne veux pas d'une France immobile. Je veux l'innovation, la création, la lutte contre les injustices. J'ai voulu faire entrer ces idées dans le patrimoine de la droite républicaine alors même que la gauche les délaissait. C'est parce que je suis sûr de mes convictions, sûr de mes valeurs, sûr de mon projet, que je crois à la nécessité de l'ouverture aux autres, que je n'ai aucune réticence à affronter des idées différentes, des opinions différentes, que cet échange peut être fécond, enrichissant.

C'est l'absence de véritables convictions qui rend sectaire. C'est celui qui a peur de confronter ses idées à celles des autres parce qu'il se sent fragile qui pratique le plus facilement l'anathème, le rejet, l'exclusion.

J'ai voulu aussi que la politique cesse de chercher dans l'idéologie les réponses toutes faites aux questions que lui posent les Français. J'ai voulu qu'elle soit ouverte au débat, aux idées neuves, qu'elle soit ouverte sur le monde, sur les expériences étrangères.

Je suis heureux de pouvoir m'adresser pour cette première réunion des comités de soutien à ma candidature, à tant de gens venus d'horizons si divers. Je suis heureux et fier que vous tous différents par vos histoires, par vos engagements, vous vous soyez reconnus dans notre projet, dans les valeurs que je défends.

Je suis heureux et fier que vous y ayez reconnu les valeurs de la France, que vous ayez pu y trouver des raisons de penser que ce que nous avons en commun est finalement plus important que ce qui nous sépare.

Je suis heureux et fier que chacun d'entre vous, sans renoncer à ce qu'il est, c'est capital à mes yeux, sans se renier, ait pu remonter à travers ce que j'ai dit depuis le début de cette campagne à ce qui nous unit, à ce qui fait de nous les enfants d'une même nation, les héritiers d'une même culture et d'une même histoire. Que vous y ayez trouvé assez de force pour oublier les figures imposées de notre vie politique, les vieux clivages si difficiles à dépasser, les vieux réflexes conditionnés par l'éducation et par une longue habitude. Que cela ait pu être possible est pour moi une joie et une raison d'espérer dans

l'avenir de notre démocratie.

Que l'on me comprenne bien : je ne cherche à débaucher personne. L'idée du débauchage est contraire à ma démarche et à mon état d'esprit. Il ne s'agit pas de compter les ralliements venus de l'autre camp, il ne s'agit pas de faire quelques opérations superficielles ou quelques combinaisons partisans. Il ne s'agit pas de faire monter je ne sais quelles enchères pour attirer quelques personnalités emblématiques qu'on aurait attendues ailleurs.

Il s'agit plus simplement dans cette campagne de ne plus se poser la question des étiquettes, mais de parler seulement des convictions de chacun. De faire ce constat que sur certains sujets, dans certaines circonstances, les citoyens d'un même pays aimant profondément leur patrie peuvent avoir des choses à se dire, peuvent se sentir en accord, peuvent échanger, travailler, construire ensemble au nom des mêmes principes, des mêmes convictions pour lesquels ils ont pu se battre tout au long de leur vie.

Quand des hommes de gauche me parlent de la justice sociale, je veux les écouter.

Quand des syndicalistes me parlent de la condition ouvrière, je veux les entendre.

Quand un électeur du Front National m'explique les peurs, les angoisses, les révoltes qui l'ont conduit à ce choix, je veux prendre le temps de comprendre.

Quand un instituteur qui n'a jamais voté à droite m'explique la grande misère du métier d'enseignant, je veux lui donner l'attention qu'il mérite.

Quand André Glucksmann me parle de la tragédie tchétchène, je veux reprendre ce combat à mon compte.

Quand Alain Finkielkraut me parle de la faillite de la culture, je dois l'assurer que je réagirai.

Quand Max Gallo me parle de la nation et de la République, je veux qu'il sache que j'ai compris.

Quand Enrico Macias vient me voir avec tout son cœur, toute sa générosité, pour me parler de la détresse de certaines situations d'enfants de sans-papiers, je veux agir.

Quand la famille d'Ingrid Betancourt vient me dire sa douleur, je dois l'assurer que si je suis élu, je ferai de sa libération une priorité absolue. Parce que c'est une française qui est dans le malheur, parce que c'est une famille français qui est dans peine, parce que c'est une femme qui souffre depuis 5 ans.

Si l'on n'est pas capable de cet effort,

Si l'on n'a pas envie de faire cet effort,

Si l'on est convaincu que le but de l'élection présidentielle c'est de faire gagner un parti,

Si le sectarisme est la seule ligne de conduite,

Si l'on ne supporte pas que l'autre puisse se reconnaître lui aussi dans ce que l'on considère comme faisant partie de sa propre histoire, alors il ne faut pas être candidat à la présidence de la République.

Car lorsqu'il s'agit de l'élection présidentielle, il s'agit de la France.

Et lorsqu'il s'agit de la France, il n'y a plus de camp.

Lorsqu'il s'agit de la France il n'y a plus de parti.

La France c'est le bien commun de tous les Français.

C'est le fondement de notre fraternité et de notre solidarité.

C'est le cadre de notre démocratie.

C'est le socle de notre République.

C'est le nom que nous donnons à notre volonté de vivre ensemble, à nos valeurs partagées, à l'idée de l'homme qui nous réunit.

Je me fais une haute idée de la France, de ce qu'elle incarne aux yeux du monde, de son intelligence, de sa culture, de sa vocation universelle.

J'ai fait mienne son histoire. Pour moi il n'y a pas une histoire de France de gauche et une histoire de France de droite. Il n'y en a qu'une parce qu'il n'y a qu'une seule France.

J'assume tout, je prends tout en partage et j'en suis fier. Je suis fier d'être un enfant de la patrie de Saint Louis, de Voltaire, de Victor Hugo, de Jaurès, de Blum, du Général de Gaulle, de Schuman, de Monnet.

Quand Jaurès parle du travail dont la gauche ne parle plus, quand il propose une politique de l'éducation qui est le contraire de ce que la gauche prône depuis 40 ans, je me sens proche de Jaurès.

Quand je cite Léon Blum, ce visionnaire qui avait compris dès le début des années 20 que le communisme mènerait au stalinisme, je n'ai pas le sentiment

de trahir mes valeurs.

Quand je dis que mes valeurs sont celles de la droite républicaine je ne me sens pas l'héritier des antidreyfusards ni des partisans de la collaboration avec les nazis. Quand je parle de l'histoire de France je ne dis pas que toutes les erreurs sont imputables à des hommes qui se réclamaient de la gauche et tous les succès à des hommes qui se réclamaient de la droite, contrairement à ceux qui font semblant de croire que tous les antidreyfusards étaient de droite et tous les résistants de gauche.

Je suis fier d'être l'enfant d'un pays où les hommes sont libres, où la conscience est libre, où l'intelligence est libre, où la parole est libre. Je suis fier d'être l'enfant d'un pays qui a tant donné à la civilisation, à l'art, à la pensée.

Je me fais une haute idée de la fonction présidentielle, de ce qu'elle représente, des responsabilités qui lui incombent, des devoirs qu'elle implique. Le Président de la République n'a de devoirs qu'envers la France. Il l'incarne. Il incarne sa souveraineté, son idéal. Il en est la voix, le visage.

Le Président de la République n'a de responsabilité que vis-à-vis du peuple. Il porte ses aspirations, sa volonté.

Le Président de la République représente l'Etat. Il en garantit l'impartialité, l'autorité, la continuité.

Il est l'homme de la nation, de la nation tout entière.

Si je suis élu, je serai un Président pour tous les Français y compris celui qui ne m'aura pas choisi.

Je ne serai pas là pour moi-même, je n'agirai pas pour moi-même et ne parlerai pas pour moi-même.

Je serai là pour la France, je n'agirai que pour elle, je ne parlerai que pour elle.

Je ne parlerai pas en mon nom mais au nom de tous les Français.

Je serai leur porte-voix, leur porte-parole, et d'abord de ceux que l'on n'entend jamais, de ceux dont la voix est trop faible, des plus humbles, des plus vulnérables.

Je ne serai pas le Président d'une France contre une autre. Je ne serai pas le Président d'une faction. Je ne serai pas le Président d'un clan.

Pour moi la fonction présidentielle, c'est d'abord une grande exigence.

Je veux être à la hauteur de cette exigence.

J'ai voté pour l'Union Européenne. J'ai proposé l'Union Méditerranéenne. Je ferai l'union de la nation. Je mettrai toute mon énergie à dénouer les conflits, à réparer les injustices, à éviter les tragédies, à empêcher que naissent des haines inexpiables.

L'union de l'Europe, l'union de la Méditerranée, l'union de tous les Français, telle sera l'exigence de ma politique si les Français me font confiance. Je veux être le Président de l'union de tous les Français.

Je veux être le Président de la réconciliation.

Je veux être le Président qui réconcilie les Français avec la France.

Je veux être le Président qui réconcilie les Français avec la République.

Je veux être le Président qui réconcilie les Français avec le monde, avec l'Europe, avec la Méditerranée.

Je veux être le Président qui réconcilie les Français avec leur Etat.

Je veux être le Président qui réconcilie les Français avec leur école et avec leur université.

Je veux être le Président qui réconcilie la France de la fonction publique avec la France du privé.

Je veux être le Président qui réconcilie les croyants avec la laïcité et les laïcs avec les croyants.

Je veux être le Président qui réconcilie la France qui souffre avec la France qui réussit.

Je veux être le Président qui réconcilie les Français entre eux, quelles que soient leurs origines, leur couleur de peau, leur religion.

Je veux être le Président d'une France qui donne sa chance à chacun, qui redécouvre le vrai sens du mot « fraternité ».

Pour pouvoir être demain le Président de tous et pas seulement de quelques-uns, il me faut aller tout au long de cette campagne à la rencontre de l'ensemble des Français, il me faut leur parler à tous, il me faut les entendre tous.

L'exigence qu'un Président de la République doit s'imposer à lui-même, je veux me l'imposer dès maintenant.

Je veux aller voir ceux que l'on ne va jamais voir. Voici pourquoi je vais dans les usines.

Je veux rencontrer que l'on ne rencontre jamais. Voici pourquoi j'ai été à la prison pour femmes de Rennes.

Je veux rencontrer les paysans que l'on oublie.

Je veux rencontrer ceux qui travaillent dans les services et dont on oublie trop souvent les servitudes et les faibles revenus, les ouvriers que l'on avait passés par pertes et profits depuis que certains s'étaient mis à rêver d'une France sans usine.

Je veux aller dans les usines, dans les ateliers, où la droite n'allait jamais, où la gauche n'allait plus.

Je veux aller à la rencontre des femmes dont la situation dans notre société est si peu enviable.

Je veux aller parler à ceux qui se sentent abandonnés, à ceux qui se sentent victime de discrimination.

Je veux aller voir, écouter, parler à ceux auxquels on ne parle jamais parce qu'on a depuis longtemps renoncé à chercher des solutions à leurs problèmes, ceux dont on ne parle jamais parce qu'ils ne font pas parler d'eux, parce qu'ils ne se plaignent pas, parce qu'ils ont trop de fierté pour demander de l'aide, parce qu'ils ont trop de dignité pour accepter de devoir quelque chose à d'autres qu'à eux-mêmes.

Je veux être le candidat de la France qui travaille dure et qui pourtant n'arrive pas à s'en sortir.

Je veux rencontrer ceux qui ne sont pas d'accord avec moi et qui peut-être ne voteront jamais pour moi.

Je veux écouter leur point de vue, leurs arguments, leurs raisons.

Parce que eux aussi ils sont la France. Parce que eux aussi ils ont quelque chose à m'apprendre. Parce que si je suis élu, je parlerai aussi en leur nom. Parce que pour être Président de la République il faut assumer toute la diversité française. Parce qu'il faut que dans la politique de la France, chaque Français puisse retrouver une part de lui-même.

Dans l'idée que je me fais de la fonction présidentielle, le Président de la République, sans rien renier de sa propre histoire, de ses valeurs, de ses engagements, doit être en mesure de prendre en compte toutes les opinions, tous les sentiments, toutes les souffrances, tous les refus, toutes les aspirations.

C'est justement parce qu'il est sûr de ses convictions qu'il doit être l'homme de bonne volonté dans lequel tous les hommes de bonne volonté savent qu'ils peuvent trouver une attention, une écoute, une compréhension, un respect. Quand on est sûr de son identité on n'a pas besoin de la rigidité qui n'est que l'instrument des faibles.

Il doit être l'homme capable de faire autant pour celui qui partage ses opinions et pour celui qui ne les partage pas.

Dans l'idée que je m'en fais, la fonction présidentielle exige de dépasser ses préventions, ses a priori, d'ouvrir son esprit et de le rendre accueillant à des idées différentes.

Dans l'idée que je m'en fais, la fonction présidentielle exige plus qu'une forme de dévouement. Elle exige une forme d'ascèse.

Je veux être un Président qui fera ce qu'il a dit qui montre la voie et qui gouverne, et en même temps un Président qui rassemble.

Je veux être un Président qui prend ses responsabilités au grand jour et qui en même temps reste un ultime recours.

J'ai une très haute opinion de la fonction présidentielle parce que j'ai une très haute opinion de la France.

Derrière l'abaissement de la fonction présidentielle il y a très souvent l'abaissement de la France.

L'abaissement de la fonction présidentielle c'est l'Etat sans direction, abandonnant tout le pouvoir à la bureaucratie. Ne cédon pas à la facilité de reprocher aux fonctionnaires d'assumer un pouvoir que tant de politiques ont renoncé à exercer.

C'est l'Etat soumis aux groupes de pression, aux corporatismes et aux clientèles.

C'est l'Etat laissant le champ libre aux féodalités.

C'est le risque plus grand de l'impuissance publique.

C'est la responsabilité diluée.

C'est l'abaissement de la République.

Derrière la dévalorisation de la fonction présidentielle il y a la méfiance envers le peuple.

Il y a cette conviction - qui est une trahison de la démocratie - qu'il est souhaitable de tenir la politique à l'abri de ce qu'on appelle avec mépris "les passions populaires". Il y a cette idée, qui est inacceptable, qui est scandaleuse, que le peuple est trop déraisonnable, trop aveuglé par ses pulsions, trop influençable pour que l'on puisse lui faire confiance.

Il y a cette conviction que le peuple est dangereux, parce que le peuple seront toujours à la recherche de l'homme providentiel, toujours prêt au plébiscite.

Je ne partage pas cet opinion. Je crois en la démocratie. J'ai confiance dans la lucidité de notre peuple.

C'est la vieille histoire des élites qui ont peur du peuple. C'est la vieille histoire des oligarchies qui confisquent le pouvoir.

Mais que reste-t-il de la démocratie si l'on a peur du peuple ? Si l'on se méfie de la politique quand elle exprime la souveraineté du peuple ? Si l'on retire au peuple le droit de décider lui-même de son avenir pour le confier à des experts, à toutes sortes de gens qui n'ont de comptes à rendre à personne, qui s'autojustifient, qui s'autoévaluent, qui s'autosatisfont ?

L'élection du Président de la République au suffrage universel n'affaiblit pas la démocratie. Elle l'a renforcé.

Parce qu'elle dispose de la légitimité populaire, parce que nul ne peut y être élu en restant enfermé dans son camp, dans son parti, parce qu'elle lui impose une obligation de rassemblement au-delà des clivages, la fonction présidentielle ne doit pas être abaissée.

Elle ne doit pas être abaissée par des comportements sectaires, intolérants ou claniques.

Le Président de la République n'a pas le droit d'être l'homme d'un intérêt puisqu'il doit être celui de l'intérêt national.

Elle ne doit pas être abaissée par des comportements qui ne seraient pas dignes ou par des abus de pouvoir.

Ce n'est pas dans la réforme de la Constitution que se trouve la réponse au risque d'une excessive concentration des pouvoirs. Ce n'est pas par le changement de Constitution que sera écarté le risque d'un déséquilibre des pouvoirs au profit du pouvoir exécutif.

C'est dans les comportements et la pratique que se trouve la réponse.

Les porteurs de pancartes qui en 1958 criaient : « Le fascisme ne passera pas ! » en ont été pour leurs frais. Le Général de Gaulle n'a pas mis la République en danger, il l'a sauvée.

Et depuis un demi-siècle que la Ve République existe, ni la démocratie ni les libertés individuelles n'ont été mises en danger par quiconque.

Je veux être un Président qui gouverne mais je veux être un Président qui gouverne dans un esprit d'ouverture.

Je veux être un Président qui donne au Parlement des moyens de contrôle supplémentaires parce qu'en vérité, il ne peut y avoir de pouvoirs républicains sans un équilibre des pouvoirs. C'est tout particulièrement vrai en ce qui concerne les nominations à certains postes à hautes responsabilités. Je souhaite que les candidats soient entendus par des commissions parlementaires, que leur nomination soit ratifiée par un vote. Je souhaite que ce vote soit à la majorité qualifiée pour que l'opposition ait son mot à dire.

Je veux une démocratie irréprochable où le critère de la compétence l'emporte sur celui des amitiés et des connivences.

Je veux une démocratie irréprochable qui utilise toutes les compétences sans en exclure aucune pour des raisons politiques.

Je veux une démocratie irréprochable qui soit capable d'utiliser tous les talents, toutes les énergies, toutes les capacités.

Je veux une démocratie irréprochable où les garanties apportées aux libertés individuelles soient renforcées par l'adoption d'un habeas corpus à la française.

Je veux une démocratie irréprochable fondée sur le principe de l'équilibre des pouvoirs. Mais je ne souhaite pas que l'Etat soit paralysé par un jeu de contre-pouvoirs dont le seul but serait de se contrecarrer les uns les autres. Je ne souhaite pas que par démagogie l'on revienne à ces situations qui jadis ont

rendu l'Etat impuissant, affaibli la République et fait le malheur de la France. Après y avoir longuement réfléchi, je suis convaincu que la France n'a pas besoin d'un bouleversement institutionnel mais d'un nouveau rapport au pouvoir et à la politique fait de davantage de sincérité, de tolérance et de respect, d'honnêteté.

On n'affaiblit jamais la démocratie en donnant la parole au peuple. On affaiblit la démocratie quand on tient le peuple à l'écart. Quand on reste indifférent à ses attentes, quand on reste sourd à ses cris, quand on traite par le mépris ses peurs, ses angoisses, ses frustrations, quand on ne cherche même plus à lui donner des raisons d'espérer.

Ce ne sont pas les institutions de la Ve République qui menacent la démocratie et la république, mais l'attitude de ceux qui prétendraient tout savoir et qui veulent faire la leçon à tous les autres alors qu'ils n'ont cessé d'échouer à résoudre les problèmes des Français.

Ce ne sont pas les institutions de la Ve République qui poussent un nombre toujours plus grand de Français à se réfugier dans l'abstention ou dans le vote extrême, mais le sentiment de plus en plus fort chez la plupart d'entre eux de ne pas avoir d'autre moyen pour se faire entendre.

Ce ne sont pas les institutions de la Ve République qui ont rendu la France du non majoritaire, mais la conviction de beaucoup de Français que la seule possibilité qu'il leur restait pour reprendre la maîtrise de leur destin était de dire non.

Notre démocratie, notre République ne souffrent pas d'une crise institutionnelle mais d'une crise morale.

Elles ne souffrent pas de trop de politique mais de pas assez de politique.

Elles ne souffrent pas d'un trop-plein de projets politiques mais d'un manque de projets politiques.

Elles ne souffrent pas d'un abus de volonté politique mais d'un affaiblissement de la volonté politique.

Elles ne souffrent pas d'un excès d'action mais d'un déficit d'ambition.

On a trop proclamé l'impuissance publique pour servir d'alibi à tous les abandons.

On a trop proclamé la fin de la politique pour servir d'excuse au fait de ne plus croire dans la politique.

On a trop dilué les responsabilités pour ne plus avoir à les assumer.

On a trop accusé l'économie, la mondialisation, les marchés financiers, l'Europe, quand c'étaient nos propres choix collectifs qui étaient responsables, quand c'était notre manque de volonté, notre manque de rigueur, notre manque de courage, notre manque de clairvoyance qui étaient en cause.

Comment s'étonner qu'à force de répondre « je n'y peux rien » à chaque fois que le peuple demande des comptes, la défiance se soit installée ?

Qui ne voit que dès lors que l'on prend le problème de la délinquance à bras-le-corps au lieu de le nier, les résultats sont au rendez-vous et la confiance revient ?

Qui ne voit que dès lors que l'on décide de s'attaquer vraiment au problème de la sécurité routière, le nombre d'accident diminue très vite et la confiance revient ?

Qui ne se souvient qu'en 1958 la crise politique, morale, financière qui paraissait inextricable s'est trouvée résolue en quelques mois et que la confiance est aussitôt revenue parce que le Général De Gaulle avait voulu ce que le personnel politique de la IVe République, empêtré dans le régime des partis, n'arrivait plus à vouloir ?

Qui ne comprend, au regard de l'histoire et de l'expérience, que la politique ne peut rien surtout quand elle ne veut rien ?

On dit qu'il est impossible d'apprendre à lire, à écrire et à compter correctement à tous les enfants de notre pays. Mais nos aïeux y parvenaient quand dans les campagnes la plupart des parents ne parlaient pas le Français. Quels moyens avaient-ils que nous n'avons pas ?

On me dit qu'il est impossible d'atteindre le plein emploi. Mais les autres y parviennent. Pourquoi pas nous ?

On me dit qu'il est impossible d'augmenter le pouvoir d'achat des Français. Mais depuis 25 ans les salaires ont augmenté plus vite ailleurs. Pourquoi pas en France ?

On me dit qu'il est impossible de maîtriser le libre-échange. Mais l'Amérique le fait. Pourquoi pas l'Europe ?

On me dit qu'il est impossible de permettre à toutes les mères de faire garder leurs enfants pour pouvoir travailler. Mais le Danemark le fait. Pourquoi pas la France ?

On me dit qu'il est impossible de rendre effectif le droit opposable au logement. Mais l'Ecosse y arrive. Pourquoi pas la France ?

On me dit que cela coûte cher de garder les enfants en étude surveillés pour qu'ils fassent leurs devoirs au lieu d'être livrés à eux-mêmes à une heure où les parents travaillent, on me dit que cela coûte cher de construire des internats d'excellence pour les enfants de milieux modestes qui ne peuvent pas étudier chez eux, on me dit que c'est cher de créer des écoles de la deuxième chance dans tous les départements. Mais cela coûte beaucoup plus cher de ne pas le faire car alors on laisse nos enfants à la loi de la rue. Qui osera un jour dire le gâchis que cela représente.

On me dit que le service civique obligatoire c'est trop cher. Mais la désocialisation de la jeunesse, cela coûte beaucoup plus cher.

On me dit que la réforme de l'enseignement supérieur et de la recherche va coûter cher. Mais laisser notre université et notre recherche dans l'état où elles sont nous coûte beaucoup plus cher si on veut bien considérer l'avenir en regardant ce que font nos concurrents

On me dit que cela coûte cher d'exonérer les heures supplémentaires d'impôts et de charges sociales. Mais c'est le travail qui crée le travail. Ceux qui travailleront plus pour gagner plus dépenseront plus, en dépensant plus ils créeront de l'activité et cette activité supplémentaire fera entrer des recettes dans les caisses de l'Etat.

Crois-t-on qu'on gagnera plus de croissance en restant les bras croisés à travailler moins alors que le monde ne cesse de travailler plus.

On me dit qu'une allocation familiale dès le premier enfant c'est cher et que ce n'est pas incitatif pour la natalité. Mais avant d'avoir un troisième enfant il faut d'abord en avoir un, et il ne suffit pas d'avoir des enfants, il faut aussi avoir les moyens de les élever correctement. Pour les jeunes ménages c'est souvent le premier enfant qui représente l'effort financier le plus important. Et cet enfant, c'est notre avenir à tous.

Et quand il s'agit d'avenir, il faut avoir de l'ambition.

On me dit que le droit à la formation tout au long de la vie, cela coûte cher.

Mais ne pas l'instaurer quand le monde entre dans l'économie de la connaissance, cela ravagera les Français qui ne sauront exercer que les métiers qui n'existaient plus.

On me dit que les finances publiques ne laissent aujourd'hui aucune marge de manœuvre. Mais c'est en travaillant plus que la France remboursera sa dette publique et paiera ses retraites, pas en mettant en œuvre le énième plan d'austérité.

Il manque à la France un point de croissance par an. Elle ne résoudra aucun de ses problèmes si elle ne retrouve pas ce surcroît de croissance.

Pour avoir plus de croissance la France doit investir.

Alléger la fiscalité sur le travail, c'est un investissement.

Réformer l'Etat c'est un investissement.

Réformer l'enseignement supérieur et la recherche, c'est un investissement.

Donner aux parents les moyens de mieux élever leurs enfants, c'est un investissement.

Créer des écoles de la deuxième chance, c'est un investissement.

Donner un droit à la formation tout au long de la vie, c'est un investissement.

Apprendre à lire, écrire et compter à tous les enfants, c'est un investissement.

On a trop confondu le courage politique avec la politique des sacrifices.

On a trop cherché le salut collectif dans la vertu du sacrifice.

Les sacrifices sont parfois nécessaires. Mais dans ce cas tout le monde doit en faire. Je trouve que la morale de la politique c'est d'abord de ne pas imposer aux autres des sacrifices que l'on est incapable de s'imposer à soi-même.

Cela fait 25 ans que les Français font des sacrifices. Je veux proposer aux Français non une politique de sacrifice, mais une politique d'effort.

Le sacrifice c'est moins pour tout le monde.

L'effort c'est la récompense du mérite. Donc davantage pour ceux qui veulent s'en sortir.

Le sacrifice c'est travailler plus pour gagner moins. L'effort c'est travailler plus pour gagner plus.

Le sacrifice c'est la flexibilité sans contrepartie.

L'effort c'est moins protéger l'emploi et davantage protéger les personnes.
Le sacrifice c'est la baisse des allocations chômage.
L'effort c'est d'être obligé de reprendre un travail qui correspond à ses qualifications et bénéficier en même temps d'une assurance salaire.

Je crois à la politique, je crois à la capacité de la politique à changer les choses.

Je crois que lorsqu'il n'y a plus de politique, l'homme se trouve livré à des déterminismes sur lesquels il n'a aucune prise.

La fin de la politique c'est l'homme soumis à des forces qu'il ne peut pas contrôler, c'est la loi du plus fort et la sélection naturelle.

La politique c'est l'union qui fait la force et c'est le projet collectif. La politique c'est ce qui rend possible la civilisation. C'est ce qui donne la parole aux hommes, qui leur donne un droit de regard sur leur destinée, pour le meilleur ou pour le pire.

Je crois à la politique comme l'expression d'une volonté humaine face à la nature des choses.

C'est bien pour cela que je suis candidat. Pour changer les choses. Pour dresser une volonté humaine contre la fatalité. Pour combattre la tentation du renoncement. Je ne comprends pas que l'on puisse être candidat seulement pour accompagner le mouvement sans vouloir à aucun moment l'infléchir. Je ne comprends pas que l'on puisse être candidat en ayant chevillée au corps l'idée que la politique ne peut plus rien et en ayant comme idéal la démocratie d'opinion, parce que la démocratie d'opinion c'est l'ultime renoncement de la politique.

Pour moi la politique c'est de la volonté. C'est aussi des valeurs. Car la volonté en politique ne va pas au hasard. Le choix politique est d'abord un choix de valeurs. La crise actuelle est d'abord une crise des valeurs.

C'est une crise morale.

Je veux faire campagne sur les valeurs, sur la morale.

Je veux mettre la morale au cœur de mon projet politique.

Je veux réunir les Français sur des valeurs.

Je veux remettre à l'honneur des valeurs dont on ne parlait plus, des valeurs qui avaient disparu du débat politique mais dont je suis convaincu qu'elles demeurent bien vivantes dans le cœur des Français.

Je veux parler de la liberté.

La liberté de l'homme, on n'a pas cessé de la réduire en décidant de plus en plus à sa place comme s'il n'était plus capable de décider pour lui-même, de choisir son destin, d'assumer ses risques. On l'a privé de la liberté de choisir son rythme de travail. On lui a interdit de travailler plus quand il avait besoin de gagner davantage. On lui a interdit de travailler plus longtemps quand il n'avait pas envie de prendre sa retraite. On lui a interdit de choisir l'école de ses enfants. On lui a interdit de transmettre librement à ses enfants le fruit de son travail.

On l'a privé des moyens d'être libre. Car l'on n'est pas libre quand l'impôt prend plus de la moitié du revenu.

On n'est pas libre quand on ne peut pas loger décemment sa famille en travaillant.

On n'est pas libre quand on se lève tôt, quand on travaille dur et qu'on ne peut même pas offrir des vacances à ses enfants.

On n'est pas libre quand on ne peut pas mener de pair sa vie professionnelle et l'éducation de ses enfants. On n'est pas libre quand on n'a pas les moyens de faire garder ses enfants. On n'est pas libre quand il n'y a pas d'étude surveillée pour que les devoirs soient faits à l'école pendant que la mère travaille.

On n'est pas libre quand on n'a pas le droit d'emprunter lorsqu'on a été malade.

On n'est pas libre quand on ne peut pas financer ses projets parce que l'on n'a pas des parents assez riches pour apporter des garanties ou parce que l'on n'a pas de relations.

On n'est pas libre quand on a un diplôme qui ne vaut rien parce qu'on l'a dévalorisé pour pouvoir le donner à tout le monde.

On n'est pas libre quand l'école ne transmet plus les savoirs, ne donne plus accès à la culture et aux grandes œuvres de l'esprit, parce que l'ignorant n'est

pas libre.

On n'est pas libre quand on est soumis au chantage des délocalisations, quand on vit dans l'angoisse de l'exclusion ou du déclassement, quand on vit avec au ventre la peur de la précarité.

On n'est pas libre quand on a 50 ans et qu'on est exclu du marché du travail.

On n'est pas libre quand, quoi que l'on fasse, on ne peut plus progresser.

On n'est pas libre quand on est privé des moyens d'accomplir ses rêves.

Je veux parler de la responsabilité.

L'homme n'est pas libre s'il n'est pas responsable de ses actes.

La responsabilité c'est la dignité.

La responsabilité c'est la condition de l'estime de soi.

L'égalitarisme c'est le contraire de la responsabilité parce qu'avec l'égalitarisme il n'y a plus de rapport entre les actes et les résultats.

L'assistanat c'est le contraire de la responsabilité parce qu'avec l'assistanat l'homme subit au lieu de vouloir.

L'égalitarisme et l'assistanat sont dégradants pour la personne humaine. Ils empêchent ceux qui veulent réussir de réussir. Ils démoralisent ceux qui se donnent du mal. Ils rendent toujours plus dépendants et plus vulnérables ceux qui en bénéficient. Ils tirent tout le monde vers le minimum au lieu de tirer chacun vers le maximum.

Je veux être le Président d'une France dans laquelle l'Etat aide ceux qui en ont besoin, ceux que les accidents de la vie ont abîmés au point qu'ils n'arrivent plus à se tenir debout tout seuls. Ma France, c'est celle où l'Etat ne laisse personne dans la détresse, où l'Etat tend la main à l'enfant pauvre, au malade, au handicapé, à la personne âgée qui est dépendante, où l'Etat accompagne ceux qui veulent s'en sortir, ceux qui sont prêts à faire un effort sur eux-mêmes, où l'Etat donne à ceux qui n'ont plus la force de vouloir, l'énergie de vouloir de nouveau.

Car vouloir pour soi-même, c'est espérer encore. Et toute la grandeur de l'homme est dans cette espérance qui le pousse à se dépasser, qui fait de sa vie une aventure dans laquelle rien n'est écrit par avance, qui le fait acteur et non spectateur de sa propre histoire.

Je veux être le Président d'une France où la politique aura pour but que brûle toujours dans le cœur de chacun la flamme de l'espérance qui indique à l'homme qu'il est maître de sa destinée.

Si je souhaite qu'il n'y ait plus aucun revenu d'assistance sans une activité d'intérêt général qui en soit la contrepartie, c'est parce que je veux que celui qui est secouru retrouve l'estime de lui-même dans la reconnaissance de son utilité sociale.

Je veux parler de l'ordre.

L'ordre, c'est le principe selon lequel tout ne se vaut pas. C'est le contraire de ce système de pensée et de valeurs dans lequel l'élève est l'égal du professeur, dans lequel le délinquant compte autant que la victime, dans lequel celui qui ne se donne aucun mal est autant considéré que celui qui s'en donne beaucoup.

L'ordre, c'est l'échelle des valeurs qui est reconnue, les devoirs qui sont inséparables des droits.

C'est l'honnêteté. C'est le civisme. C'est la confiance. C'est l'Etat de droit. C'est quand chacun sait ce qu'il a à faire et ce qu'il peut raisonnablement attendre des autres.

L'ordre, c'est quand l'autorité du maître est respectée, c'est quand l'école apprend à l'enfant à faire la différence entre le bien et le mal, à distinguer ce qui est vrai de ce qui est faux, à apprécier ce qui est beau et ce qui est grand.

L'ordre, c'est quand la loi est la même pour tous, quand le crime est puni et le mérite récompensé.

L'ordre, c'est quand la victime compte plus que le délinquant. C'est quand le travail paye plus que l'inactivité, quand on cesse de s'appauvrir en travaillant et de s'enrichir en spéculant.

L'ordre, c'est quand le capitalisme est régulé, quand la concurrence est loyale, c'est quand l'entrepreneur est davantage valorisé que le prédateur, c'est quand les gains sont équitablement répartis entre le capital et le travail, c'est quand le dialogue prévaut sur la violence, c'est quand personne n'est obligé de

descendre dans la rue pour faire valoir son point de vue, c'est quand les usagers ne sont pas pris en otages par les grévistes, c'est quand chacun peut circuler sans craindre de se faire agresser.

Je veux parler du mouvement.

Le mouvement, c'est l'audace, c'est l'innovation, c'est le progrès, c'est l'appel de la justice. C'est la conviction que l'intelligence et le travail des hommes peuvent améliorer le sort des générations futures. C'est l'optimisme des Lumières. C'est Condorcet poursuivi par les agents de la Terreur qui veulent l'assassiner et qui trouve encore en lui la force d'écrire : « La contemplation de l'espèce humaine marchant dans la route de la vérité, de la vertu et du bonheur est un asile pour le philosophe où le souvenir de ses persécuteurs ne peut le poursuivre ». Le mouvement c'est la liberté de l'esprit. C'est la raison critique dressée contre la folie des hommes. C'est la foi dans la science et dans l'éducation.

Je veux parler de la vie.

Cette vie qui est devenue plus dure, plus lourde parce qu'on est plus isolé que jadis, parce que les solidarités se sont distendues, parce qu'il y a moins de solidarité familiale, moins de solidarité de voisinage, moins de solidarité de métier. Jadis le niveau de vie était moins élevé mais l'homme n'était pas seul, il était entouré, il était pris en charge, il était protégé. Il était moins libre, mais il pouvait partager les fardeaux de l'existence. Il pouvait s'appuyer sur une trame de relations humaines et sociales parfois étouffante mais qui lui permettait d'échapper à l'angoisse de la solitude. Cette solitude paradoxale qui fait nos villes surpeuplées et tant de ceux qui y vivent des êtres isolés les uns des autres.

Aujourd'hui le voilà seul ou presque dans un monde de stress, d'incertitude, confronté à la peur de perdre son emploi, à la dégradation de ses conditions de travail, à la pression de la concurrence, à l'exigence de compétitivité, de performance. Les grandes maladies du siècle s'appellent aussi le mal de vivre, le malaise existentiel de la jeunesse, le suicide. On n'en parle jamais. On en a honte. Je veux parler de cela aussi. A côté de la misère, de la pauvreté, je veux parler de la maladie, de la dépression, de ce qui atteint la personne au plus profond de son être, du regard que la société porte sur ces fléaux, sur cette souffrance qui n'est pas matérielle mais qui est humaine, qui est physique, qui est morale. La vie est devenue si lourde pour certains de nos compatriotes. Je veux engager puissamment la recherche médicale Française vers le soulagement de ce mal dont on parle si peu mais qui est si présent pour les jeunes comme les moins jeunes et qui n'est rien d'autre que le mal de vivre.

L'histoire de France avance non par un impossible consensus ou une médiocre politique du juste milieu mais par la synthèse qui dépasse les contradictions. C'est le miracle de la France de conjuguer une identité si forte avec une aspiration si grande à l'universalisme.

C'est le miracle de la France d'être une grande patrie faite d'une multitude de petites patries unies par une formidable volonté de vivre ensemble, de partager une langue, une histoire, une façon d'être et de penser, où chacun se reconnaît dans un idéal et un destin communs sans que soient effacés les histoires personnelles et les destins particuliers.

C'est le miracle de la France d'avoir forgé de l'unité sans jamais fabriquer de l'uniformité.

C'est le miracle de la France de combiner une aussi haute idée de l'Etat avec une passion aussi grande de la liberté.

C'est le miracle de la France d'être aussi fortement attachée à l'idée de nation et en même temps aussi ouverte sur le monde.

C'est le miracle de la France d'aimer d'une même passion l'égalité et le mérite, le sentiment et la raison.

Notre pays qui a construit son identité sur la synthèse entre l'Ancien Régime et la Révolution, son Etat sur la synthèse entre l'Etat capétien et l'Etat républicain qui a permis à ceux qui croient au Ciel de cohabiter avec ceux qui n'y croient pas grâce à la synthèse laïque ; notre pays qui n'en aura jamais fini avec les Girondins et les Jacobins, mais qui entre le drapeau rouge et le drapeau blanc a choisi le drapeau tricolore et l'a couvert de gloire, notre pays attend une nouvelle synthèse pour épouser ce siècle et se réconcilier avec lui-même. Et

pour espérer de nouveau.

C'est cette nouvelle synthèse que je veux proposer à tous les Français entre la liberté et la responsabilité, entre l'ordre et le mouvement, entre l'Etat et le marché, entre la République et la démocratie, entre la nation et l'Europe, entre la France et la Méditerranée.

Rien n'est encore joué. Je me sens l'esprit d'un challenger. Il appartient aux Français de décider. Je connais la difficulté de ma tâche. Je sais qu'il convient d'être humble face aux jugements des Français. Cette campagne ne fait que commencer. Je m'en tiendrai à la ligne de conduite que je me suis fixée : présenter mon projet, mes idées, mes propositions, ma vision de la France, ma conception de la République, l'idée que je me fais de la fonction présidentielle. Je sais que les Français écoutent. Je veux qu'ils m'entendent. Tout peut devenir possible si j'arrive à construire ce rassemblement dont la France a tant besoin.

Rassembler autour de ce projet le plus grand nombre de Français qui, sans renoncer à ce qu'ils sont, y reconnaîtront une conception de l'homme qui est aussi la leur, des valeurs qui sont aussi les leurs et y trouveront le socle d'une ambition commune capable de redonner à la France l'énergie, l'enthousiasme, la force qui lui permettront de nouveau d'étonner le monde.

Ceux qui ne disent rien me reprochent d'en dire trop !

Je continuerai.

Je continuerai à dire ce que je ferai si je suis élu.

Je continuerai à dire sur quoi je m'engage.

Je ne mentirai pas, je ne tricherai pas.

Je prendrai le risque de la vérité parce qu'on le doit à la France.

J'assumerai tous mes choix.

J'ai dit dès le début de la campagne que je voulais bâtir avec tous les Français un nouveau pacte républicain fondé sur la confiance et sur le respect.

Ce pacte, c'est mon engagement. Si je suis élu, il sera ma règle, mon exigence.

C'est sur ce pacte que je demande à être jugé.

Les Français décideront.

Les Français diront quel débat ils veulent au second tour.

Que chacun dise ce qu'il veut. Ce que sont ses valeurs.

Que le débat prenne de la hauteur. Qu'il contribue à réconcilier les Français avec la politique, avec la démocratie.

J'ai confiance dans la sagesse de notre peuple.

Vive la République !

Vive la France !